

La difficile équation du régime Libyen

Solder le passif d' "Etat Voyou"

Pour soigner son image désastreuse d'"Etat Voyou", la Libye vient de louer les services d'un cabinet de lobbying américain Fahmy Hudome International. Ainsi, après avoir crié trois décennies durant, "Toz vi America !" ("Que l'Amérique aille se faire voir!"), le temps est venu donc pour la Libye de passer à un pathétique, "Good Bless America" ("Que Dieu bénisse l'Amérique").

En effet, le 7 janvier 2004, les médias israéliens ont rapporté que le Colonel Ghadhafi avait dépêché le 23 décembre, à Paris, l'un de ses principaux conseillers pour y rencontrer Ron Prozor, conseiller politique de Silvan Shalom, chef de la diplomatie de l'Etat hébreu. L'émissaire libyen aurait transmis aux Israéliens le message suivant : " Nous pouvons envisager une coopération économique et commerciale entre nos deux pays... "

Pire, le régime libyen après avoir longtemps fustigé les pays arabes, qui ont opté pour la normalisation avec l'Etat hébreu, est en train de s'engager dans la même voie.

Interrogés au sujet de ces contacts, des officiels israéliens ont confirmé à la Presse avoir reçu de la Libye des messages "agréables à entendre". D'ailleurs, l'ancien ministre et député travailliste Ephraïm Sneh avait indiqué avoir rencontré, en août dernier, à Londres, en compagnie d'un député du parti Shinoui, Ilan Shalgi, Seif el-Islam Ghadhafi le fils du "Guide" libyen.

Les causes du revirement

Sur ce brusque revirement de la Libye, dans ses options diplomatiques à l'égard de l'Occident, sur la base d'indemnités aux victimes des attentats, en plus du gel de son programme d'armes de destructions massives, les observateurs restent partagés. Certains avancent la peur du régime libyen, après l'invasion de l'Irak, de voir la belliqueuse administration Bush le placer sur son tableau de chasse, d'autres estiment que les raisons d'un tel revirement sont d'ordre intérieur.

Fondant son pouvoir dictatorial, pendant les trente cinq années écoulées (un peu moins d'un demi siècle) sur le pouvoir que lui confère les revenus de la manne pétrolière, le guide libyen avait vu ses recettes baisser, en raison de l'embargo international. Ne concédant aucune ouverture politique : pas de pluralisme, pas de séparation des pouvoirs, pas de presse, pas de partis politiques et ne voulant guère le faire, le régime libyen craignait plus que toute autre chose, de ne plus pouvoir se maintenir par ses armes favorites : les pétrodollars et la subversion. Et d'être ainsi incapable de s'acheter les allégeances et de financer les chnières. Les reniements observés procédaient donc d'un unique impératif. Briser l'embargo international pour augmenter les revenus pétroliers. Avec lesquels le régime libyen pourra encore se maintenir au pouvoir, pour une deuxième moitié de siècle.

Avec l'acceptation récente de verser 35 millions de dollars de compensations aux victimes non américaines de l'attentat du 5 avril 1986 à Berlin Ouest contre une discothèque La Belle dans lequel deux soldats américains et une Turque avaient été tués, et 230 autres personnes blessées, le Porte parole de la fondation dirigée par le fils du "Guide" libyen a déclaré : "Nous avons réussi à surmonter un obstacle". L'obstacle, c'est évidemment le retour au concert des Nations, en soldant le passif d' "Etat Voyou" acquise en 35 ans d'exercice dictatorial du pouvoir.

Heu ! J'ai tué votre gosse, combien je paie ?

Convient il de préciser, tout de même, que cette stratégie du dédommagement adoptée tout azimuts, se fait seulement pour des impératifs de survie économique et politique et sans remise en cause idéologique. Le régime libyen est bien prêt à tendre des billets verts mais non à renoncer à son Livre Vert.

En avril 2003, la Libye avait reconnu sa responsabilité civile dans l'attentat contre un Boeing qui a explosé en vol au dessus de Lockerbie en décembre 1988, faisant 270 morts, et accepté de dédommager les familles. La Libye a également signé un accord avec la France pour dédommager les victimes de l'attentat contre le DC-10 d'UTA, qui en 1989, avait été fait exploser au dessus du Ténéré causant 170 morts.

La Libye s'est engagée par ailleurs à faire la lumière sur la disparition sur son sol, il y a 26 ans, de l'imam Moussa Sadr, chef charismatique de la communauté chiite libanaise.

Et ce n'est pas tout. La Libye, qui cherche obstinément à solder son passif d' "Etat voyou", avait révélé en décembre 2003 son programme d'armes de destruction massive (ADM) s'engageant à y renoncer, avant de finir par emballer ces armes acquises à un prix faramineux, pour les donner aux américains. Et livrant par la même occasion tous les secrets relatifs à leur acquisition. Dénonçant ainsi, le savant pakistanais Abdel Kader Khan et deux ressortissants allemands, Gerhard W. et Gotthard L. pour leurs rôles d'intermédiaires dans ces achats. La Libye reste la Libye.

Simple hasard de calendrier ?

Judi 13 août dernier, le président burkinabé, Blaise Compaoré, est arrivé en début de soirée à Syrte, (450 km à l'est de Tripoli) pour une visite, dite, d'amitié et de travail.

Au cours de son séjour libyen, le président Compaoré, qui s'est entretenu avec le Colonel Ghadhafi, a placé cette visite sous le sceau des consultations permanentes entre les deux États sur leurs grands choix (dont certainement l'hostilité à la Mauritanie) même si, pour des sources diplomatiques, il était question de consolidation de l'Union africaine, et de plusieurs questions bilatérales et internationales.

Cependant, la visite du président Compaoré est intervenue exactement quatre jours après la tentative de coup d'Etat manqué en Mauritanie au cours de laquelle le Burkina Faso et la Libye ont été ouvertement accusés d'implication directe par les autorités mauritaniennes.

Certains observateurs n'ont pas manqué de faire un rapprochement. Si Ouagadougou a officiellement démenti être de pres ou de loin mêlé à cette sombre affaire, les accusations d'immixtion relevées contre le régime burkinabé ont fait grand bruit en raison des précédents en la matière au Libéria, en Sierra Leone, en Angola, en Côte d'Ivoire et bien d'autres pays où l'immixtion du régime Compaoré est suspectée. Avec les révélations faites sur la présence des putschistes mauritaniens à Somgandé, la purge opérée au niveau du régime de la sécurité présidentielle burkinabé et la dénonciation de par la classe politique burkinabé du "Mercenariat d'Etat" du régime Compaoré, on se demande si la visite du 13 Août était un simple hasard de calendrier ? En fait, Non !